



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

à l'occasion de la 5ème Réunion d'intersession des membres du Conseil exécutif

UNESCO, le 27 septembre 2016

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence générale,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil exécutif

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais revenir brièvement sur l'actualité car de nombreux débats auxquels l'UNESCO a participé récemment apportent des éléments de contexte utiles à la discussion d'aujourd'hui.

L'UNESCO participait à l'Assemblée générale des Nations Unies, sur le thème central des réfugiés et des personnes déplacées.

Nous avons lancé le Rapport mondial de suivi de l'éducation 2016, à Londres, à Kigali, à Jakarta, à Medellín et à New York dans le cadre de l'Assemblée générale, avec M. Gordon Brown, envoyé spécial du Secrétaire général pour l'éducation, M. Forest Whitaker, envoyé spécial de l'UNESCO pour la réconciliation, M. le professeur Jeffrey Sachs, le Directeur exécutif de l'OCDE, Angel Gurría, qui ont salué la grande qualité de cette publication.

Cette publication vient appuyer les messages du rapport de la *Commission internationale sur le financement de l'éducation*, menée par l'UNESCO avec la Norvège, l'Indonésie et le Malawi, et qui propose des pistes de mobilisation financière pour réaliser l'Agenda 2030.

Nous avons également mené des discussions au sein du Comité directeur *d'Education Cannot Wait*, et de la *Global Business Coalition* pour lever des fonds pour l'éducation d'urgence.

L'UNESCO a participé aux débats sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, notamment avec l'UNICEF et le *Guardian*, et lors d'une table ronde présidée par le premier ministre Chinois, Li Keqiang et le Secrétaire général Ban Ki-moon.

Nous avons comme base de discussion, le nouveau Rapport mondial sur les sciences sociales, sur la façon dont les inégalités sociales fragilisent l'efficacité des politiques.

Cet important rapport sera présenté ici au Siège le 17 octobre 2016.

Je pensais, pendant le débat, à la qualité d'un rapport comme celui-ci, et en même temps à sa précarité car nous savons que sa publication par l'UNESCO est menacée.

J'ai lancé le Rapport sur l'égalité des genres dans les Universités, dans le cadre de la campagne *HeforShe* de l'ONU-Femmes, avec leu Ambassadrice de bonne volonté Emma Watson.

Dans le domaine de la culture, l'UNESCO a poursuivi et renforcé son travail de coordination et de sensibilisation à la protection du patrimoine :

- Au Metropolitan Museum de New York, avec le Président Français François Hollande et le Vice-président américain M. Joe Biden, sur les minorités religieuses ;
- Lors de la réunion de Haut niveau sur la protection du patrimoine, à l'initiative de l'Italie et de la Jordanie, qui a rendu ses recommandations après 1 an de travail ;
- Lors de la Rencontre ministérielle sur la mise en œuvre des Accords de paix au Mali, où l'UNESCO a pu mettre en valeur les résultats positifs de sa coopération avec les forces de maintien de la paix, et que nous voulons renforcer dans le cadre du Plan d'action dont nous allons discuter.

C'est peut-être un signe que ce débat se tienne alors que le Comité subsidiaire de la Convention de 70 tient ses travaux cette semaine, et que nous attendons le jugement de la Cour pénale internationale sur la destruction des mausolées de Tombouctou – cela peut nourrir la discussion, et accélérer la décision.

L'UNESCO a conduit plusieurs débats de haut niveau dans le cadre de l'Assemblée générale pour la prévention de l'extrémisme violent, en particulier sur le rôle des femmes, et sur le thème de l'éducation contre la radicalisation à l'initiative de l'Albanie, de la Jordanie et du Saint Siège, le 20 septembre dernier.

Le 19-20 Septembre, à Delhi, l'UNESCO organisait, avec l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable, la conférence internationale *Prévenir l'extrémisme violent par l'éducation*, réunissant des hauts responsables politiques de l'éducation du monde entier et des experts dans ce domaine.

J'ai ouvert la dernière réunion de la *Commission pour le développement digital durable* le 18 septembre, à New York, en présence du Président du Rwanda M. Paul Kagamé et de Carlos Slim, les deux co-présidents de la Commission -- dont les travaux inspirent les débats que nous avons eus hier, avec les *IPDC Talks*, en présence du Président du Ghana.

Le Programme international pour le développement de la communication de l'UNESCO a organisé cette série de débats dans le cadre de la toute première édition de la *Journée internationale pour l'accès universel à l'information* (28 septembre), et je tiens à remercier les Pays bas et la Lituanie pour leur engagement et soutien.

Mesdames et Messieurs,

Ces éléments de contexte me semblent intéressants pour aborder les trois grands sujets à l'ordre du jour de cette réunion.

1. Le lancement du dernier Rapport mondial de l'UNESCO sur le suivi de l'éducation.
2. Le Plan d'action sur la stratégie de l'UNESCO pour la protection de la culture et du pluralisme en cas de conflit armé.

3. La préparation du prochain programme et budget.

Je les aborderai dans cet ordre.

Le Rapport mondial sur le suivi de l'éducation, *L'éducation pour les peuples et la planète* a été conçu avec le concours de nos instituts spécialisés et l'Institut Mahatma Gandhi.

Ce rapport est chargé du suivi de la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable numéro 4.

Il démontre le pouvoir de l'éducation comme accélérateur de développement, avec des clés pour des politiques adaptées.

L'éducation sauve des vies, l'éducation donne des compétences, pour la société, pour l'emploi.

Malgré ces constats, et malgré les engagements, 263 millions d'enfants et d'adolescents ne sont toujours pas scolarisés.

Les enfants dans les zones de conflit comptent pour plus d'un tiers d'entre eux.

Il manque 39 milliards de dollars chaque année pour le financement de l'éducation.

Si nous suivons les tendances actuelles, le monde atteindra l'objectif d'enseignement secondaire universel en 2084.

Et pourtant je suis convaincue que les objectifs peuvent être atteints, si nous savons innover et changer de méthode.

C'est la raison des réformes et des changements opérés dans les programmes de l'UNESCO ces dernières années :

L'UNESCO concentre ses moyens pour le soutien et la formation des enseignants, qui sont la clé de l'éducation de qualité.

L'UNESCO se consacre davantage aux contenus de l'éducation, en phase avec les besoins des sociétés et avec la planète :

- éducation aux droits humains, à la citoyenneté mondiale,
- enseignement technique et formation professionnelle.
- éducation au service du développement durable.

L'UNESCO a opéré des changements drastiques en termes de méthodes :

- En articulant mieux les efforts sur l'ensemble des tranches d'âge, primaire, secondaire, supérieur et tout au long de la vie.
- En concentrant nos efforts dans les pays à revenu faible.
- En articulant davantage les politiques d'éducation et les politiques de santé, de nutrition, d'emploi, qui sont liées. C'est le sens des partenariats conclus avec l'ONU-Femme et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Cet enjeu rejoint le débat que nous avons sur le prochain programme et budget, car le Conseil exécutif doit décider si l'UNESCO a les moyens de poursuivre ce travail.

Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président,

Je souhaite aborder le deuxième sujet à l'ordre du jour, le Plan d'action pour la protection du patrimoine et du pluralisme en cas de conflit.

Si vous me le permettez, j'aimerais répondre directement aux questions du GRULAC sur ce point, et faire deux remarques :

Première remarque : ce Plan d'action est évolutif, c'est un « work in progress » qui a commencé au moins depuis la dernière Conférence générale et qui va se poursuivre et s'enrichir de vos commentaires, de vos réflexions, pour répondre aux évolutions de la situation sur le terrain.

Deuxième remarque : les activités proposées dans le Plan d'action sont la mise en œuvre concrète des Conventions de l'UNESCO, sur le Patrimoine mondial, le trafic illicite, sur la protection du patrimoine en cas de conflit, là où l'UNESCO est attendue et dispose d'un avantage comparatif certain.

Le Plan d'action ne se substitue pas au travail statutaire.

Il s'agit de présenter un cadre clair pour notre action, de structurer le travail que nous faisons déjà avec une estimation de coûts que vous avez souhaitée.

La mise en œuvre de ce Plan d'action se fera avec nos partenaires habituels, avec qui nous travaillons déjà, et *dans le cadre strict de notre mandat*, comme décidé par la Conférence générale, conformément à notre Acte constitutif, dans le respect des règles des Nations Unies.

C'est un point très important.

Je veux rassurer totalement le GRULAC.

Je crois qu'un certain nombre de points soulevés ont été clarifiés dans la deuxième version du Plan d'action que nous soumettons au Conseil, et qui intègre les discussions conduites :

- Dans le cadre d'une enquête en ligne
- Dans le cadre du « Groupe d'amis Unis pour le patrimoine »
- Dans le cadre de discussions formelles et informelles, tables rondes, conférences, de réunions de haut niveau, organisées par l'UNESCO sur ce thème depuis plus d'un an.
- Dans le cadre des réunions des Conventions.
- Et naturellement dans le cadre du Conseil exécutif, qui est le lieu par excellence pour un tel débat.

Ce dialogue va se poursuivre, et j'en appelle aux Etats membres : il ne sert à rien de dresser une liste d'actions à mener, si l'UNESCO n'a pas les moyens de les mettre en œuvre.

Il est tout à fait clair que notre budget actuel ne permet pas la mise en œuvre de ce Plan d'action.

Mesdames et Messieurs,

L'ensemble de ces sujets m'amène à évoquer la préparation du prochain programme et budget.

Lors de la dernière réunion d'intersession, vous avez exprimé votre satisfaction sur les propositions préliminaires, en termes d'orientation programmatique.

Vous sont également présentés les progrès réalisés dans la mise au point d'un cadre budgétaire intégré et les étapes de la mise en œuvre des Dialogues structurés sur le financement.

Comme convenu lors de notre dernière réunion, nous allons publier un document d'information qui indique, dans le détail, les différents scénarios et les conséquences des coupes.

Il est très important que nous ayons une discussion franche et précise, car je crois que c'est l'avenir de l'UNESCO qui est en jeu.

Nous discutons de la différence entre un Plan de dépense à 507, 518 ou 521 millions de dollars, mais je le dis depuis presque 7 ans – l'UNESCO a besoin d'un budget intégral, à 667 millions de dollars.

Si tel n'est pas le cas, nous avons besoin d'une direction très claire du Conseil exécutif, pour déterminer les coupes.

Le Secrétariat est prêt à toutes les innovations, tout est sur la table.

Vous avez souhaité connaître la nature de ces coupes et les programmes qui seront les plus affectés.

Dans plusieurs domaines nous sommes déjà au minimum de ce qui est crédible et toute coupe supplémentaire sera fatale.

Il y a un seul poste responsable de la réduction des risques de catastrophes.

Avec un Plan de dépenses de 507, il faudra l'abolir.

Il n'y a qu'un seul poste pour la coordination du réseau des biosphères – je le rappelle, 669 biosphères dans 120 Pays.

Avec un Plan de dépenses de 507, il faudra l'abolir.

Le nouveau programme des Géoparcs, adopté par la Conférence générale compte un seul responsable de programme pour l'ensemble du continent Africain.

Avec un Plan de dépenses de 507, il sera supprimé.

L'UNESCO n'a plus de capacités suffisantes pour la fonction de conseil aux Politiques scientifiques.

Il n'y a plus qu'un seul spécialiste de l'eau en Afrique.

Et je pense également aux Petits Etats insulaires en développement – un enjeu central alors que nous avons adopté les Orientations de Samoa – et auprès de qui nos moyens ne seront plus suffisants pour espérer un véritable impact.

La Commission Océanographique Intergouvernementale est déjà en sous-effectif chronique, l'auditeur externe qui parle d'un « point de rupture », comme c'est déjà le cas pour la gestion des Conventions culturelles.

Couper davantage, c'est renoncer à toute contribution de l'UNESCO sur l'Océan et pour l'Objectif numéro 14, pour lequel nous avons tant milité.

Dans les sciences sociales, nous devons certainement abandonner la Prospective, que le Conseil exécutif voulait encore tout récemment conserver, et même renforcer.

Avec un Plan de dépenses à 507, l'UNESCO ne pourra plus participer au Rapport mondial sur les Sciences Sociales.

J'ai lu avec intérêt la question posée par le groupe Africain sur ce que fait l'UNESCO sur les migrations et leurs conséquences.

C'est un sujet central, qui était au cœur de l'Assemblée générale c'est justement l'un des domaines où l'UNESCO est clairement affaiblie.

Nous avons une équipe dédiée à ce sujet, nous avons publié un rapport de référence sur les migrations et le changement climatique, en 2011.

Les deux professionnels sont partis, il n'y a plus d'expertise scientifique.

Cette fuite des cerveaux se vérifie dans d'autres secteurs, notamment l'éducation, où de nombreux collègues partent vers d'autres agences, comme l'OCDE.

Et je précise qu'il est tout à fait justifié, et nécessaire, de définir des priorités, de supprimer des programmes, mais la conséquence, c'est aussi l'affaiblissement de la fonction de laboratoire d'idées, de lien entre les disciplines, qui ont fait longtemps notre valeur ajoutée.

L'UNESCO se resserre sur la machinerie statutaire, en particulier dans les domaines de la Culture et de la Communication, où la quasi-totalité du budget finance les comités des Conventions, les réunions de l'IFAP, du Programme International pour le développement de la Communication.

La fonction statutaire est évidemment centrale, mais ne permet pas le renforcement des capacités sur le terrain.

Avec un Plan de dépenses à 507, il resterait à la Culture 1 million pour l'intégralité des activités opérationnelles dans le monde.

Je vois mal quel impact espérer dans ces conditions - c'est le budget d'une start-up, pas celui d'Organisation mondiale.

L'UNESCO ne doit pas se résigner à devenir l'ombre d'elle-même : si les moyens ne sont plus là, il faut changer de périmètre, de positionnement, de fonction.

Nous pouvons adopter un moratoire pour les inscriptions au patrimoine mondial – organiser le comité tous les deux ou trois ans, pour accompagner les Etats dans l'intervalle.

J'ai entendu clairement le message des capitales sur les difficultés financières.

Et en même temps, le Royaume-Uni a lancé un fonds d'urgence pour le patrimoine, de 30 millions de livres, et je le salue.

Les Emirats Arabes Unis et la France projettent la création d'un Fonds similaire, de 100 millions de dollars, et je le salue.

C'est la preuve que l'on peut y arriver, qu'il y a un grand intérêt politique pour la protection du patrimoine et je vous assure que le Secrétariat continuera d'innover, de trouver des financements, de se tourner vers le secteur privé.

Je l'ai fait depuis 5 ans et c'est, dans une large mesure, ce qui a permis à l'UNESCO de préserver son empreinte.

En qualité de Directrice générale, je ne peux pas me résigner à la dégradation de l'UNESCO.

Je vois les collègues, je vois les bureaux hors siège, je vois l'évolution et la façon dont les équipes continuent par tous les moyens de chercher à satisfaire les attentes, moins bien, moins vite, avec moins de qualité et moins d'impact, malheureusement.

Je crois que cette Organisation a besoin d'un geste politique qui dise clairement que l'UNESCO est importante, et compte, et a de l'impact.

C'est pour cela que cette discussion est si importante et j'attends beaucoup des priorités et des orientations que vous adopterez.

Ladies and Gentlemen,

Allow me now to turn to other questions you have addressed to me.

Group I

The members of Group I raised a question about UNESCO's action to prevent violent extremism through education.

I already mentioned that recently on 19-20 September, the United States, the Organisation Internationale de la Francophonie, and the Kingdom of Saudi Arabia supported a UNESCO conference on the Prevention of Violent Extremism —or “PVE”— through Education in New Delhi.

The goals of this conference were threefold:

1. Explore the recommendations of the UNESCO draft Guide for Policy Makers on the Prevention of Violent Extremism that I already mentioned in the last intersessional meeting
2. Raise awareness about the role of education in preventing violent extremism and identify actions to support governments;
3. To network education stakeholders, to facilitate global learning and research.

This was also an opportunity to present UNESCO's vision of preventing violent extremism through education, notably global citizenship education.

The conference brought together 200 participants from some 70 countries, including senior education policy-makers – notably, the Ministers of Education from Kuwait and Federal Republic of Somalia, the Deputy-Minister of Education of Québec, Canada, Dr Karan Singh, representative of the Government of India to the Executive Board, Chair of the UNESCO MGIEP Governing Board and Member of the Parliament of India, along with the Permanent Delegates to UNESCO from Albania, Kenya, UAE and Saudi Arabia, and a representative of the United States Mission to UNESCO.

On this basis, we will finalize the draft PVE Guide, starting in English and French, by the end of the year.

The conference identified a number of capacity building needs and country-level activities in this field.

On the whole, the conference provided a useful networking platform, including to strengthen the Online Clearinghouse on Global Citizenship Education.

Let me underline also the importance of the Youth Statement, which highlighted the imperative of youth engagement.

Therefore, this International Conference was a new great step for UNESCO in leading international efforts on an issue at the heart of international peace and security today.

Another important event linked to this is launch of the Center for Global Education by the Asia Society last week in New York, which I was honored to attend – this will strengthen best practice sharing, this will deepen partnerships, to take forward sharper action on a crucial issue for international peace and security today.

Group II

The question from Group II touches on the key issue of extrabudgetary funding, and how UNESCO would further improve its capacity to attract extra-budgetary funds, including by fund source (eg., private sector, multilateral organizations).

First, allow me to recall UNESCO's *Resource Mobilization Strategy for 2016-2017* which was well received and endorsed by the 197th Session of the Executive Board.

The transition towards the integrated budget and structured financing dialogues was one of its key components, along with clear targets for cooperation with different categories of donor.

The implementation of the key principles of Structured Financing Dialogue can strengthen UNESCO's capacity to attract extra-budgetary resources, and past experience shows we have strong examples of best practice to build on.

On predictability, we need to engage in more long-term strategic partnerships, in the spirit of:

1. the *Programme Cooperation Agreement* we have established with Sweden,
2. the high-value multiannual commitments to education from China and the Republic of Korea,
3. the Framework agreements with Flanders for Science and heritage renewable on a 5 yearly basis, and Malaysia's 5 years commitment to work on south-south cooperation. I would mention also the long partnerships established around CapEFA.

Amongst multilateral partners, allow me to remind you cooperation with the EU is steadily growing, with cash contributions at USD 22.4 million in 2015 representing an increase of 48% compared with 2014. I see this as a mark of trust in the Organization, for which I am deeply grateful. Overall, as of June 2016, the total resources for the 38C/5 are \$812M USD – including \$288M USD on extrabudgetary resources.

In 2015, voluntary contributions from UNESCO's top 25 donors accounted for 81.7 %, and we are moving forward with our engagement with emerging donors. Expanding the donor base is another area where we need to make progress.

Salient examples include, amongst others:

- cooperation with Pakistan on girls' right to education,
- new commitments from Peru on teacher education,
- cooperation with Morocco on climate change.

Over the last year, we have seen the diversification of partnerships with the Chinese private sector, and innovative partnerships including with Air Morocco and the Korean company CJ.

I wish to take this opportunity to mention the signing of a new agreement with *Dubai Cares*, last Friday in New York, for capacity-building relating to SDG4.

Let me commend also Canada for its announcement yesterday of 600,000 dollars for UNESCO and the *United States Holocaust Memorial Museum* to improve education about genocide.

I know a key condition for building confidence is transparency, and that is why we have launched the *Transparency Portal*, as a key tool to support this process.

We must do better in mapping strengths and needs, aligning objectives with international goals and targets.

This is happening across the Organization.

For instance, the Natural Sciences Sector is leading a Fundraising Strategy – which mapped projected activities to the Sustainable Development Goals, and to funding gaps.

The Communication and Information Sector is crafting a resource mobilization strategy, with a new focus on the country level – and I wish to underline the importance of field offices in raising extra budgetary funds, closer to actual needs.

To succeed, we must train staff, we must share the best practices of our champions, on resource mobilization, on results-based management, and we must strengthen these activities.

Focus and clear messaging are vital, and I consider this a key part of our fundraising strategy.

For instance, the Culture Sector has designed a communication tool -- *Creativity Matters* -- to reach out to the private sector.

Thanks to this effort, the Culture Sector is seeking to craft new partnerships, notably with multilateral organizations, with the European Union and the World Bank.

The Internal Oversight audit of working methods of the Culture Conventions suggested the creation of General Trust Funds formed out of voluntary or compulsory contributions.

On this, we have had mixed results, to say the least – a sub Fund of the Intangible Cultural Heritage Fund was established in 2010 to enhance the human capacities of the Secretariat and 6 years later, it has received only 20% of the target of 1 million dollars per year.

A similar Fund was established in 2013 for the World Heritage Convention, with an annual target of 1 million dollars - two years and a half after its establishment, it has received 1.7%.

I see this as being linked to the question raised by the Members of Group V(b) on raising non-earmarked funds.

Group V(b)

Regarding the needed additional 14.4 million to reach the 518 expenditure, Group V(b) mentions the possibility to have non-earmarked voluntary contributions that could fill his gap.

This is, indeed, a possibility, and the Emergency Fund I had created collected 75 million dollars, in exceptional circumstances.

The Secretariat cannot recall any significant un-earmarked contribution before this date, and it is quite clear neither the private sector nor bilateral donors are going to support core activities such as the statutory meetings, for instance, in this manner.

Group IV

Allow me to turn now to the question from Group IV on the latest efforts undertaken to improve intersectorality at UNESCO in mapping the different Sustainable

Development Goals and targets across sectors, such as in Literacy, Education for Sustainable Development and in Global Citizenship Education.

As I have said before, I see the 2030 Agenda as a paradigm shift, in its will to connect areas that have long been separate.

This is the context for a sharper focus on intersectorality at UNESCO.

After many years of often mixed results in the field of intersectoral work, I have clarified the need for a more decentralized approach, which provides better results.

Operational intersectoral activities are now managed in principle directly by relevant Field offices.

On climate change, I have created an intersectoral mechanism led by the Natural Sciences Sector and Social and Human Sciences, with full cooperation of the Education Sector as regards Education for Sustainable Development, and I expect this to facilitate our work in this field.

Regarding Global Citizenship Education, the Education Sector and Social and Human Sciences have defined a clear division of focus and action.

The example of STEM highlights extensive cooperation between the Education and the Natural Sciences Sectors, particularly for girls, bringing in also the UNESCO Institute for Statistics -- I would also mention our work to enhance mobile learning, with cooperation between Education and Communication Sector.

Let me underline the level of ambition of such new initiatives which depend highly on the availability of increased financial resources, and I will elaborate on specific house-wide mechanisms to promote intersectorality within the framework of the 39 C/5.

Group V(a)

Allow me to turn now to the question raised by Members of Group V (a) on Global Priority Africa and how UNESCO will use its competencies to ensure that refugee

and migrant children, particularly in Africa, and especially the girl child, are not left behind.

This question was at the heart of deliberations last week during the 71st Session of the UN General Assembly.

As the question notes, unprecedented numbers of forcibly displaced populations are raising pressure on education systems.

Across the board, emergency responses have not sufficiently taken into account the needs within national education systems.

This is why UNESCO is investing technical expertise with the goal to strengthen national capacities, in order to mitigate impact.

The *UNESCO International Institute for Educational Planning*, for instance, is working closely with ministries of education in Burkina Faso, in Chad, in Mali, in South Sudan, in Uganda, to ensure their planning processes are crisis-sensitive.

The Education Sector is finalizing two initiatives for system strengthening, in Burundi and in the Lake Chad Basin countries, aligned with the Humanitarian Response Plan.

Let me highlight here also UNESCO's contribution to Sustainable Development Goal 11, on making cities inclusive, and the *New Urban Agenda*, to be adopted by Habitat III in Quito.

UNESCO will be leveraging its *International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities* – especially the African Coalition -- to empower municipal authorities to align policies and practice with the principles of human rights and gender equality.

Special focus must go here to migrants and refugees, notably to the most disadvantaged, such as girl refugees and migrants.

I aim to share with African countries the experience gained within the framework of the initiative on *Welcoming Cities for Refugees*: which UNESCO implements with the

European Coalition and the M. V. Vardinoyannis Foundation, a UNESCO Goodwill Ambassador.

On 24-26 October, we are organizing the first *MOST (Management of Social Transformation) Forum of Ministers of Social Development for Central African Countries*, hosted by Cameroon – focusing on insecurity and migration.

These are just a few examples of UNESCO's work on migration-related issues *in and with Africa*.

I thank you for these questions and look forward our discussion.

Thank you, Mr Chair.